REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 25 avril au 02 mai 2023

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération régionale.....2
- COI : La 37ème Session ordinaire se déroulera au CCI
- COOPERATION – Le Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien se tiendra à Antananarivo le 17 mai

1.2 Conférence de la Toxicomanie.....4
- Le PM : « L'unité est cruciale pour lutter contre le fléau de la drogue dans la région »
- Lutte contre la toxicomanie : vers une coopération renforcée entre les pays de l'océan Indien occidental

1.3 Catastrophes naturelles.....9
- La réunion du comité de pilotage de la COI-UE tenue à Antananarivo

2. Centres d'Intérêts

2.1 Economie bleue.....10
- Seychelles to enhance cooperation with the AU on the Blue Economy

2.2 Développement durable.....11
- Gestion durable des terres : Grand succès dans la région Bongolava

2.3 Pêche illégale.....12
- Pêche illégale : Les forces de défense des Seychelles interceptent 2 navires malgaches

2.4 Economie.....13
- 'Things economically are looking really good for Seychelles' – AfDB DG

2.5 Tourisme.....14
- DÉVELOPPEMENT – Le ministère du Tourisme lance le concours « best tourism village »

2.6 Société.....15
- La jeunesse sensibilisée pour la paix et l'environnement

2.7 Coopération.....16
- Diplomatie : protocole d'accord entre l'Institut de recherche pour le développement et les autorités françaises
- Les USA et les Comores renforcent leur coopération dans le domaine de la géologie

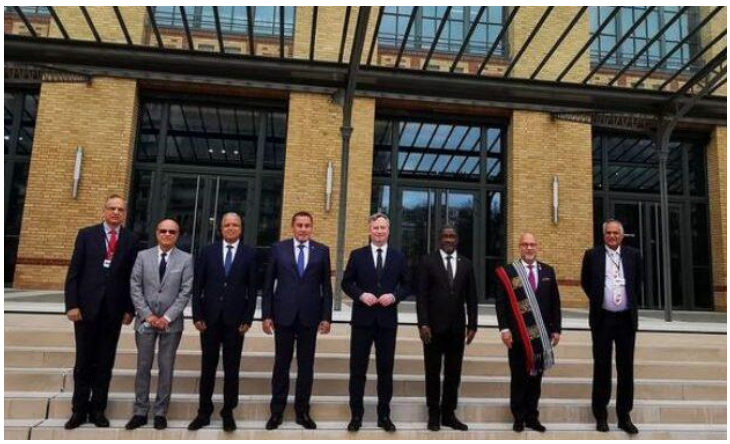
COI : La 37ème Session ordinaire se déroulera au CCI



La 37ème Session ordinaire du Conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien se tiendra au Centre de Conférence Internationale d'Ivato le 17 mai prochain. Aux termes de la fin du mandat de Madagascar à la Présidence de cette organisation régionale, l'accueil de ce sommet a été attribué à la Grande île. Le Conseil des ministres d'hier à donné son approbation pour l'organisation de cet évènement. Ayant débuté au mois de février 2022, la Présidence tournante de la COI par Madagascar prendra fin lors de cette 37ème Session ordinaire qui sera d'ailleurs marquée par la cérémonie de passation avec la Présidence de l'île Maurice. Les quatre ministres des Affaires Étrangères des pays membres de la COI, à savoir les Comores, la France, l'île Maurice et les Seychelles seront donc présents à Antananarivo pour participer à cette session, tout comme les partenaires et membres observateurs de la Commission de l'Océan Indien, en l'occurrence l'union Européenne, l'Agence Française de Développement, l'Organisation des Nations Unies, la Banque Mondiale, la Chine, l'Inde et le Japon. Cette 37ème Session ordinaire sera aussi une occasion pour la ministre de Affaires Étrangères, Yvette Sylla de présenter le bilan de Madagascar à la Présidence de la COI.

Davis R

COOPERATION – Le Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien se tiendra à Antananarivo le 17 mai



Antananarivo, 27 Avril, 18h35 – La 37ème réunion du Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI) se déroule à Madagascar. Le Conseil des ministres de Madagascar a validé la participation de la Grande île à ce sommet qui aura lieu le 17 mai au Centre de conférence international d'Ivato. Le sommet verra entre autres la participation des ministres des Affaires étrangères des pays membres tels que la France, l'île Maurice, l'Union des Comores et les Seychelles.

Ce sommet marque aussi la fin de la présidence de Madagascar à la tête de cette organisation régionale. La Grande île a succédé à la France à la tête de la commission en février 2022 à l'issue de la 36ème réunion du conseil des ministres de la COI qui s'est tenue en France. L'île Maurice va succéder à Madagascar à la présidence de la COI pendant un an.

Durant cette réunion du 17 mai, le bilan de Madagascar à la tête du COI est aussi attendu. La Grande île avait défini comme priorité de son mandat la sécurité maritime, la lutte contre les trafics en tous genres et l'accroissement des échanges dans la région.
Photo d'illustration Archives COI

Lire aussi :

- https://newsmada.com/2023/04/28/cooperation-regionale-un-conseil-des-ministres-de-la-coi-en-perspective/
- https://moov.mg/article/75312-coi-la-37eme-session-ordinaire-se-deroulera-au-cci

Le PM : « L'unité est cruciale pour lutter contre le fléau de la drogue dans la région »



Conférence sur la toxicomanie

L'unité et la collaboration dans nos actions sont cruciales pour lutter contre le fléau de la drogue dans la région. C'est ce qu'a déclaré le Premier ministre, Pravind Jugnauth, à l'ouverture de la conférence sur la toxicomanie pour les pays de la région de l'Océan Indien occidental, au Sir Harilal Vaghjee Memorial Hall à Port Louis, hier. Cette conférence permet d'offrir une plate-forme adéquate aux parties prenantes pour partager les connaissances et renforcer la coopération entre les pays.

Selon le chef du gouvernement, cette conférence devrait élaborer les cadres et stratégies nécessaires pour une réponse coordonnée au fléau de la drogue. « Cette plate-forme devrait également aider à développer des réseaux de partage d'informations, car la disponibilité des données relatives au trafic de drogue est une condition préalable essentielle dans la lutte contre le trafic de drogue. Je lance donc un appel aux participants à examiner tous les domaines potentiels de collaboration et de partage des connaissances », a déclaré Pravind Jugnauth.



En outre, le Premier ministre a indiqué que la présence de participants de divers pays témoignait de l'engagement de leurs gouvernements respectifs à s'attaquer au problème de la drogue. « Le commerce des substances illicites transcende toutes les frontières et il est important que les pays de la région renforcent leur collaboration pour être plus efficaces dans la lutte contre le trafic de drogue », a-t-il dit. Selon lui, pour traiter efficacement le problème de la drogue, chacun de nous a un rôle à jouer, des responsables gouvernementaux, des forces de l'ordre et du personnel de santé aux organisations non gouvernementales (ONG) et au grand public. Pravind Jugnauth a réitéré que le gouvernement s'est engagé à éradiquer la menace de la drogue et veillera à ce que les bonnes politiques soient formulées et les stratégies appropriées mises en œuvre.

« Maurice a développé un système de surveillance de voisinage afin de prévenir la survenance d'activités illégales au sein de la communauté et il serait souhaitable qu'une surveillance régionale de voisinage soit mise en place pour les pays de la région de l'océan Indien occidental », a-t-il ajouté. Par ailleurs, le chef du gouvernement a saisi cette occasion pour fournir des précisions sur le rôle du National Drug et du HIV Council, du National Drug Secretariat,et du Drug Users Administrative Panel, tout en rappelant que le National Drug Observatory est pleinement opérationnel.

Egalement présent à l'ouverture de la conférence, le ministre des Transports terrestres et du Métro léger, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, Alan Ganoo, a souligné que Maurice était le premier pays d'Afrique à proposer des programmes de réduction des risques, à savoir la thérapie de substitution à la méthadone et le programme d'échange de seringues. Il a également rappelé que la loi sur les drogues dangereuses a été amendée pour consolider le cadre juridique du pays en matière de toxicomanie.

Pour sa part, le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Vêlayoudom Marimoutou, a fait ressortir que la COI est pleinement engagée envers ses États membres et les autres pays de la région qui croient en la pertinence des mécanismes régionaux dans la lutte contre le trafic de drogue. « La stratégie à adopter s'inscrit dans la durée, avec la mise en place d'un mécanisme de coopération durable approprié, autonome et évolutif pour créer une dissuasion contre le trafic de drogue dans la région », a-t-il affirmé.

La conférence sur la toxicomanie

Cette conférence de trois jours voit la participation d'une centaine de délégués de France-Réunion, Union des Comores, Madagascar, Seychelles, Afrique du Sud, Djibouti, Kenya, Mozambique et Tanzanie. Certains partenaires locaux et organisations non-gouvernementales (ONG) sont également de la partie. Ce Forum sera l'occasion pour ces îles/pays de se concerter et de partager leurs expériences en mettant l'accent sur les spécificités qui leur sont communes et de leur permettre de répondre de manière collaborative aux différents aspects de la problématique de la drogue.

Les objectifs de la Conférence sont, entre autres, de discuter et évaluer la situation de la drogue et la toxicomanie dans les pays des régions ; réfléchir aux questions transversales liées à la drogue, y compris toutes les stratégies, à savoir la réduction de l'offre, la réduction des méfaits ainsi que la réduction de la demande ; mettre en place un système pour renforcer le partage d'informations et de renseignements à travers un réseau formel de lutte contre le trafic de drogue dans la région ; examiner les mesures utilisées dans la prévention, le traitement et la réadaptation et identifier les approches les plus pratiques en matière de traitement et de réadaptation ; et identifier et examiner les approches pratiques du développement de la main-d'œuvre.

Lutte contre la toxicomanie : vers une coopération renforcée entre les pays de l'océan Indien occidental

Les participants ont souligné la nécessité d'une approche régionale pour lutter contre le fléau de la drogue.



Preeyankah Hurry

Une conférence sur l'abus de substances illicites s'est tenue du 26 au 28 avril à Port-Louis. L'événement a vu la participation des représentants de neuf pays de l'océan Indien occidental, regroupant les Etats côtiers et insulaires de cette région, ainsi que le Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien.

A l'issue de la conférence, les parties prenantes ont pu faire le point sur la situation dans la région. Elles ont pris connaissance des forces et des faiblesses des systèmes actuels et des structures existantes. Les pays participants ont ainsi souligné la nécessité d'une approche régionale pour lutter contre le fléau de la drogue, et ont favorisé une coopération régionale et internationale pour réduire le trafic de drogue dans la région. La secrétaire permanente du cabinet du Premier ministre, Mme Bilkiss Rajahbalee-Cader, a souligné l'importance de la mise en place d'un observatoire régional de voisinage afin que chaque pays soit constamment informé de l'impact de la drogue dans la région.

Elle a également souligné que tous les pays étaient encouragés à élaborer et à mettre en œuvre leur stratégie nationale de lutte contre la drogue. Ces derniers auront ainsi des plans d'action avec un cadre défini de suivi et d'évaluation. Cette initiative débouchera finalement sur un observatoire régional des drogues et un consensus en vue d'une collaboration régionale renforcée.

La secrétaire permanente a souligné que cette conférence n'était que le début de nombreuses autres interactions visant à promouvoir les échanges,

sur la question de la drogue, entre les pays de cette région. Il s'agit, à long terme, de stimuler la coopération régionale et internationale afin de réduire le trafic de drogue dans la région.
Des institutions et d'acteurs non-étatiques de Maurice, tels que le Centre régional de fusion de l'information maritime et le représentant résident des Nations unies ont aussi participé à la conférence.

Plus d'information lire aussi :

- https://newsinvasion24.com/unity-is-crucial-to-fight-drug-scourge-in-region-states-pm-jugnauth/
- https://inside.news/actualites/abus-de-drogue-des-pays-de-locean-indien-occidental-sunissent-pour-lutter-contre-le-fleau/
- https://www.mazavaroo.mu/la-population-appelee-a-coordonner-et-conjuguer-les-efforts-pour-vaincre-la-drogue/
- https://lematinal.media/le-premier-ministre-jugnauth-estime-que-lunite-est-essentielle-pour-lutter-contre-le-fleau-de-la-drogue-dans-la-region/
- https://www.lexournal.mu/2023/04/ouverture-de-la-premiere-conference-regionale-sur-labus-de-substances-illicites-pravind-jugnauth-lunite-est-cruciale-pour-lutter-contre-le-fleau-de-la-drogue-dans-la-region/

La réunion du comité de pilotage de la COI-UE tenue à Antananarivo

Mandimbisoa R.

La réunion du comité de pilotage du programme de la Commission de l'océan Indien-Union européenne (COI-UE) sur le renforcement de la résilience et gestion de la réponse aux catastrophes de l'océan Indien s'est tenue hier, à Antananarivo. Madagascar, en tant que pays assurant la présidence actuelle de la COI, l'a accueilli, et a été représenté par le Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC).

Cette réunion a eu pour objectif d'analyser l'état d'avancement global du programme et sa cohérence avec les différentes composantes ainsi que d'examiner la programmation des activités prévues pour l'année 2023 et de proposer des ajustements si nécessaire. Elle permet pour Madagascar, de renforcer sa coopération régionale en matière de gestion des risques et des catastrophes naturelles.

Le projet COI-UE vise à renforcer la résilience des pays membres de la Commission face aux catastrophes naturelles, telles que les cyclones, les inondations et les sécheresses ainsi qu'à améliorer la coordination régionale en matière de gestion des crises. Il est donc crucial que les pays membres examinent l'état d'avancement du programme et qu'ils assurent de sa cohérence avec les différentes composantes pour atteindre leurs objectifs communs.

Seychelles to enhance cooperation with the AU on the Blue Economy



The Seychelles team with other AU delegates

A delegation from Seychelles recently attended a working session with the directorate of the Blue Economy at the African Union Commission (AUC).

The delegation was headed by Phillianne Ernesta, the director general for Policy and Programme Management of the department of Blue Economy. She was accompanied by Chrissant Barbe and Gabriella Gonthier from the same department.

The main aim of the April 25-26 mission was to develop the 2023 Work Programme for Seychelles as the AU Blue Economy Champion and to enhance cooperation between Seychelles and the AU on the Blue Economy.

The working session had the following objectives:

- To chart the way forward for the blue economy in Africa, and to implement initiatives and programmes more effectively;
- Confer the planned activities for 2023 and methods to amplify their visibility and impact as well as avenues for joint programming;
- To highlight some of the challenges faced by the AUC and how Seychelles can help to address them;
- To explore ways and modalities to increase inclusiveness in the design and delivery of blue economy programmes and policies in Africa, with a particular focus on women and youth.

For the two working days, the staff of the department of Blue Economy had the opportunity to report on the progress of the implementation of the blue economy programmes in Seychelles. **Suite de l'article**

Gestion durable des terres : Grand succès dans la région Bongolava



Les bénéficiaires témoignent des impacts importants du projet Gestion durable des terres, dans la région Bongolava.

245 Ha de forêts ont été réhabilités, 20 000 Ha de bassins et bas-fond préservés et 50 sources d'eau réhabilitées dans la région du Bongolava, grâce au projet SLM. Lors de la présentation des résultats, les évaluateurs ont mis en avant les forts impacts du projet.

Une amélioration de l'agriculture et de la saison des pluies. C'est l'impact palpable confirmé par les bénéficiaires du projet de Gestion participative durable des terres du plateau de l'Ouest de Madagascar – région Bongolava (SLM Bongolava), lors de la présentation des résultats de l'évaluation de ce projet, hier au Carlton Anosy. Selon les représentants du MINAE (Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage) présent à l'atelier, il s'agit d'un projet pilote réussi, et sera mis en œuvre dans d'autres régions. *« Bongolava est connu pour la production de baie rose, de café arabica, de matières premières pour la provenderie, etc. Nous incitons les communautés locales à initier des projets que l'Etat et les partenaires peuvent soutenir, dans l'optique du commerce équitable du développement durable »,* a affirmé Faly Rasamimanana, représentant le MINAE, lors de la présentation.

Améliorations

Dans la mise en œuvre du projet SLM, un Comité de gestion des terres a été mis en place dans chacune des sept communes bénéficiaires. D'après ces Comités, de grands changements ont été constatés, après la mise en œuvre du projet. *« Les terrains étaient très dégradés avant le projet. La déforestation était accentuée. Nous avions des problèmes d'accès à l'eau potable, de forte baisse du rendement agricole, des rizières ensablées à cause de l'érosion du sol, une réduction de la fertilité du sol à cause des feux de brousse, etc.* ***Suite de l'article***

Pêche illégale : Les forces de défense des Seychelles interceptent 2 navires malgaches

By: **Betymie Bonnelame Traduit par: Rudie Bastienne**



Les navires ont été escortés plus près d'une île voisine pour une enquête plus approfondie. (Seychelles Defence Forces)

(Seychelles News Agency) - Les Forces de défense des Seychelles (SDF) ont intercepté deux navires de pêche malgaches soupçonnés de mener une **pêche illégale**, non déclarée et non réglementée (INN) dans les eaux de la nation insulaire.

Selon un communiqué de presse des SDF, l'opération a été menée dans le cadre d'un effort conjoint impliquant les garde-côtes, l'armée de l'air et les forces spéciales.

Le navire auxiliaire des garde-côtes des Seychelles Saya de Malha a détecté deux navires inconnus à environ 395 milles marins au sud-ouest de Mahé le matin du 26 avril. Les deux navires, qui n'avaient pas de pavillon, ont été approchés et une opération d'arraisonnement a été menée.

"Des informations préliminaires ont révélé que les deux navires provenaient de Madagascar et transportaient un total combiné de 56 membres d'équipage, avec une quantité importante de concombres de mer également trouvés à bord de l'un des navires. Les informations recueillies ont également indiqué que les deux bateaux se livraient à la **pêche illégale** aux concombres de mer dans les eaux des Seychelles », a déclaré SDF.

Les navires ont été escortés plus près d'une île voisine pour une enquête plus approfondie.

Pendant ce temps, le bateau malgache qui a été intercepté le 21 avril a coulé peu de temps après qu'il était reconduit à Mahé, l'île principale.

Tous les membres d'équipage ont été transférés à bord d'un navire de patrouille des garde-côtes, puis remis aux autorités malgaches, où les poursuites judiciaires nécessaires devraient être engagées contre eux.

Suite de l'article

'Things economically are looking really good for Seychelles' – AfDB DG



Mrs Nwabufo during her courtesy call on President Ramkalawan yesterday at State House

The African Development Bank's (AfDB) director general for regional development and business delivery office for East Africa, Nnenna Nwabufo, has said that things economically are looking really good for Seychelles.

Ms Nwabufo made the statement to the press after paying a courtesy call on President Wavel Ramkalawan at State House yesterday afternoon.
She is leading a delegation on a country dialogue mission in relation to the country's 2021-2025 development strategy mid-term review.

The bank is supporting our country with loans and technical assistance in various fields such as in finance, blue economy, energy and education, among others, to help boost the economy for the benefit of our citizens,
"During our discussion, I congratulated the President and the people because I think that Seychelles has done extremely good. When Covid-19 came, times were hard for all countries, including Seychelles, and we are glad that ourselves and other development partners – the World Bank, the IMF, the UN, the EU, the *Agence Française de Development* – have all worked to support this country and things are looking really, really good," said Ms Nwabufo, who noted that they were extremely grateful to get the chance to also brief the President on their fact finding during their country dialogue mission with ministers and other government officers. **Suite de l'article**

DÉVELOPPEMENT – Le ministère du Tourisme lance le concours « best tourism village »



Antananarivo, 28 Avril, 8h35 – Quel est le plus beau village du pays ? Le ministère du Tourisme vient de lancer un appel à candidatures pour le concours « best tourisme village ». Il s'adresse aux villages « qui offrent une expérience touristique authentique et qui contribuent au développement socio-économique » auprès de leur communauté.

Pour être éligibles, les villages participants doivent compter moins de 15 000 habitants, doivent se situer dans un paysage avec une présence importante d'activités traditionnelles comme l'agriculture, la pêche et l'élevage mais doivent aussi partager des valeurs communautaires et d'un mode de vie, indique un communiqué du ministère. Celui-ci s'adresse particulièrement aux groupements, associations, mairie, fokontany ou office régional du tourisme de présenter un village pour être élu meilleur village touristique de Madagascar.

Les villages sélectionnés représenteront Madagascar au « Best Tourism Village by UNWTO » 2023 en juin prochain. Les dossiers de candidature peuvent être déposés jusqu'au 26 mai 2023. Selon l'organisation mondiale du tourisme (OMT), l'organisme derrière l'initiative «Best Tourism Villages by UNWTO », le dépôt de candidature sera clôturé le 23 juin 2023. Chaque administration nationale du tourisme, donc le ministère du tourisme dans le cas de Madagascar, peut soumettre jusqu'à huit villages au maximum. Les villages gagnants pourront bénéficier de la reconnaissance « Best Tourism Village by UNWTO », une distinction qui récompense les villages toujours en accord avec leur valeurs et un maintien de leur attrait culturel et naturel.

La Gazette des Comores

SÉMINAIRE EASF :

La jeunesse sensibilisée sur la paix et l'environnement

Pour mieux sensibiliser les jeunes leaders afin de prendre conscience sur l'importance de la paix et la protection de l'environnement, le gouvernement a organisé conjointement avec l'EASF du 25 au 26 avril dernier un séminaire sur la jeunesse pour la paix et l'environnement. L'évènement qui était placé sous le thème « promouvoir la paix, protéger l'environnement » vise à sensibiliser les citoyens des états membres de l'EASF aux efforts visant à souligner le lien entre la paix et l'environnement.



Mardi 25 avril 2023, a débuté à Moroni un séminaire sur la jeunesse pour la paix et l'environnement. Des jeunes leaders des Etats membres et le personnel de l'EASF n'ont pas manqué la cérémonie. Tout au long des deux jours de travaux, il y a eu des échanges sur la paix et une opération de reboisement, à travers une activité de plantation d'arbres ce jeudi. « Notre objectif est de renforcer la coopération entre l'EASF et ses 10 Etats membres en engageant les jeunes. La conduite de cette activité conjointe est une indication par laquelle nous engageons la jeune génération dans l'élaboration d'un meilleur avenir pour notre jeunesse. Nous le faisons parce que nous reconnaissons la contribution de la jeunesse à la paix et à la sécurité dans la région ainsi qu'à la protection de l'environnement. En tant qu'EASF, nous nous sentons très honorés et privilégiés d'avoir des jeunes leaders et tous nos Etats membres pour façonner leur propre avenir et le rendre meilleur que le présent », déclare Getachew Shiferaw Fayisa, directeur général de brigade EASF.

Selon lui, la contribution des partenaires internationaux a été déterminante dans la réalisation d'étapes régionales et continentales dans le domaine de la paix et de la sécurité. Il tient donc, à saluer leur soutien et leur engagement constructif, et à apprécier le rôle qu'ils continuent de jouer dans la mobilisation d'un soutien technique et matériel indispensable à la construction et au maintien de la paix et de la stabilité dans notre région.

« Nous pensons qu'en travaillant collectivement et en collaboration avec les organisations de paix et de sécurité, les agences internationales et la communauté internationale dans son ensemble, nous pouvons faire la différence. Nous pouvons créer une région, un continent voire un monde pacifiques. A cet égard, les efforts déployés par l'EASF sont louables. L'EASF vise à atténuer les défis régionaux urgents en travaillant au renforcement de la paix et de la sécurité ainsi qu'à la protection de l'environnement », indique à son tour Youssoufa Mohamed Ali, le Délégué chargé de la défense.

« Le rôle de nos jeunes est indispensable pour résoudre nos problèmes urgents et mener notre région vers un avenir meilleur. L'avenir de l'Afrique est entre les mains des jeunes hommes et femmes que vous êtes. En responsabilisant nos jeunes et en investissant les ressources nécessaires au renforcement de leurs capacités nous pouvons façonner un avenir meilleur pour notre peuple, notre région et notre continent dans son ensemble », poursuit-il.

Selon lui, cet événement confirme l'engagement du peuple et du gouvernement de l'Union des Comores à jouer un rôle important pour le maintien de la paix et de la sécurité dans notre pays, la région, le continent et au-delà.

Nassuf Ben Amad

Diplomatie : protocole d'accord entre l'Institut de recherche pour le développement et les autorités françaises



La signature d'un protocole d'accord entre le ministère français du plateau continental, de l'administration des zones maritimes et de l'exploration et l'Institut de recherche pour le développement a eu lieu récemment.

L'objectif du protocole d'accord est d'accroître la collaboration et la coopération entre les deux parties. Il contribuera à la fourniture de technologies modernes qui faciliteront l'accès aux données spatiales.

Le protocole d'accord permettra de renforcer les capacités afin de maintenir une infrastructure de données spatiales maritimes. Il contribuera également à la collaboration sur les meilleures pratiques en matière de gestion des données géo spatiales.

Coopération : Les USA et les Comores renforcent leur coopération dans le domaine de la géologie

Une mission américaine a séjourné à Moroni la semaine dernière pour le renforcement de la coopération entre les Etats-Unis et les Comores en matière de géologie. Elle avait comme mission de comprendre entre autres, les modèles d'activité géologique. Ce qui est crucial pour prévoir les éruptions volcaniques et protéger les communautés des catastrophes naturelles. C'est pourquoi le gouvernement américain, par le biais de l'U.S. Geological Survey (USGS) soutient le gouvernement comorien dans la prévision des risques géologiques qui pourraient menacer la population.



Jeff Doebrich, conseiller scientifique de l'USGS pour l'Afrique et le Moyen-Orient, et Johanna Fernando, responsable régionale de l'environnement au département d'État, se sont rendus aux Comores les 27 et 28 avril afin de renforcer la coopération entre les Etats-Unis et les Comores dans le domaine de la géologie. Ils ont visité l'observatoire volcanologique de Karthala (OVK), discuté des opportunités de coopération avec les dirigeants de l'OVK, et visité les capteurs de surveillance sismique donnés par l'USGS et situés au pied du Mont Karthala, où ils ont acquis une connaissance directe sur la géologie unique de la région et de ses risques potentiels.

Doebrich et Fernando ont également visité l'École de géologie de l'Université des Comores pour s'informer sur l'investissement du pays sur les futurs géologues, géophysiciens et volcanologues. « Cette visite a été très productive et a permis de passer en revue notre coopération actuelle et les possibilités d'engagement futur avec les agences gouvernementales des Comores », a déclaré J. Doebrich. Et lui d'ajouter : « je suis impatient de poursuivre les discussions sur la manière dont l'USGS peut fournir une assistance technique supplémentaire ».

L'USGS s'est engagée à soutenir l'OVK et le gouvernement comorien pour surveiller les activités géologiques et assurer la sécurité de ses citoyens. Au début de l'année, l'USGS a fait don d'un sismomètre nanométrique à l'OVK pour aider les scientifiques comoriens à mieux prévoir les activités volcaniques dans le pays. Ce don de 22 000 dollars s'inscrit dans le cadre d'une longue relation entre l'OVK et l'USGS.

Nassuf. M. Abdou